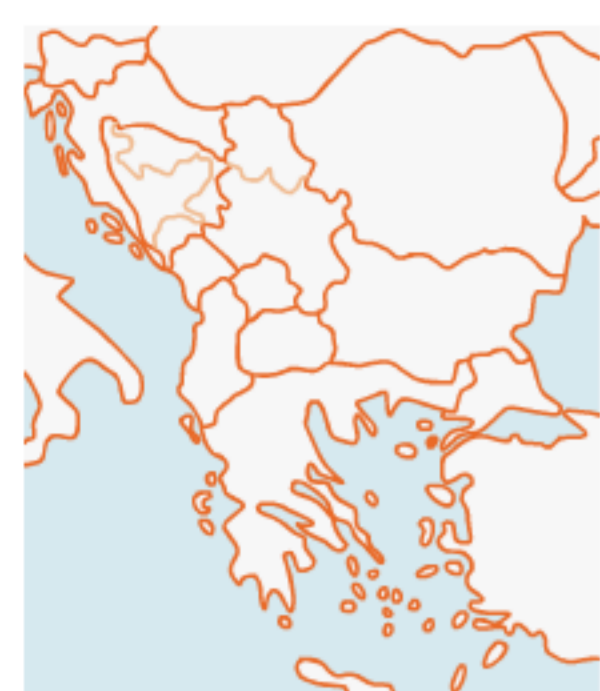


tension à Kraljevo - Macédoine : feu vert à la police pour réprimer les manifestations -



Abonnez-vous
Accès aux archives...

Votre profil

Créditer votre compte

Boutique
Livres, disques...

Belgradexpress : les étudiants du CFJ en reportage dans les Balkans

À propos
La vie du Courrier

Livres

ONG

Liens

Agenda

- Du 24 avril 2015 au 26 avril 2015
Welcome in Tziganie
Seissan (32260)
- Du 11 avril 2015 au 12 avril 2015
Salon du livre des Balkans 2015 - Les Balkans autrement
Paris (75013)
Association Albania / Inalco
- Du 30 mars 2015 au 12 avril 2015
Printemps balkanique. Dixième édition
Basse-Normandie
Balkans Transit

Forums

Share | Tweet | ShareThis | Email | +1

OSSERVATORIO BALCANI E CAUCASO

Elections européennes en Croatie : malgré les casseroles, la droite croit en sa victoire

Traduit par Mandi Gueguen

Sur la Toile :



Publié dans la presse : 3 avril 2014
Mise en ligne : mardi 8 avril 2014

A l'occasion des élections européennes, le 25 mai prochain, la droite croate compte bien confirmer les bons résultats obtenus lors du précédent scrutin et mettre en difficulté le gouvernement. Pour y parvenir, le HDZ devra parer aux accusations de corruption et faire accepter ses candidats par le Parti populaire européen.



Par Giovanni Vale

Le 11 mars 2014, la juge Ivana Čalić condamnait Ivo Sanader, ancien Premier ministre et chef de l'Union démocratique croate (HDZ), à neuf années de réclusion pour corruption et détournement de fonds publics. Il s'agissait de la première condamnation dans la plus grande affaire de corruption qui secoue le pays depuis l'indépendance.

Retrouvez notre dossier :

Elections européennes 2014 : un rendez-vous majeur pour les Balkans

Pour Peđa Grbin, député socialiste et président de la Commission des Affaires constitutionnelles au Parlement croate, le scénario est clair : « C'est comme si Sanader et son parti avaient possédé pendant des années, le pays, les entreprises et les ministères... Sauf qu'Ivo Sanader n'avait pas beaucoup d'amis à l'étranger, d'ailleurs il a été arrêté à Strasbourg, pendant qu'il était en fuite ». L'affaire à laquelle fait référence le député est connue tant dans le pays qu'à l'étranger.

Déjà condamné pour corruption en 2012, l'ancien Premier ministre croate a aussi entraîné son parti, le HDZ, dont les dirigeants – accusés aussi de détournement de fonds publics – ont été condamnés à rembourser 3.2 millions d'euros et à payer une amende d'environ 650 000 euros. « Le HDZ doit fermer boutique », avait déclaré à la presse le vice-président du Sabor, Nenad Stazić (SDP), le lendemain de la décision de la justice. La réalité est plus complexe, le député Grbin reconnaît le droit du HDZ de se présenter aux prochaines élections, seule la Cour constitutionnelle pouvant le lui interdire, selon lui.

Au moins cinq députés pour la droite ?

Pour le centre-droite, en revanche, tout cela, c'est du passé. « Ivo Sanader a été expulsé du parti en 2010, j'en suis membre depuis 2011 », affirme l'eurodéputé HDZ et tête de liste aux prochaines élections, Andrej Plenković. Au siège du HDZ, personne ne s'agite. « Nous ferons recours et pour le moment, nous n'avons rien à payer » assure le candidat HDZ. Le dernier sondage Ipsos publié par NovaTV semblerait justifier la sérénité de l'eurodéputé : le HDZ aurait gagné ces élections avec 20.4% des voix, à peine un peu plus que le SDP (20.3%), malgré les mésaventures judiciaires de Sanader et du parti. « L'Union démocratique croate a déjà payé le prix de ce scandale aux élections législatives de 2011, lorsque la coalition de centre gauche est arrivée au gouvernement », explique Andrej Plenković. « Depuis lors, nous avons gagné deux élections et ce sera sans doute le cas aussi pour la prochaine ».

Le parti fondé par Franjo Tuđman et dirigé aujourd'hui par Tomislav Karamarko s'attend à une belle victoire aux élections du 25 mai, avec pour objectif de remporter cinq des onze sièges que le traité de Lisbonne a attribués à la Croatie. Pour y parvenir, le HDZ mise sur un programme européen, aligné sur les décisions prises par le Parti populaire européen au sommet de Dublin. Pour la tête de liste HDZ, Andrej Plenković, « notre objectif premier est l'entrée dans l'espace Schengen ». Initialement prévue pour 2015, deux ans après l'entrée dans l'UE, l'adhésion de la Croatie à l'espace Schengen sera probablement reportée, selon lui. « Nous devons gérer plus efficacement qu'actuellement la frontière afin d'empêcher les mouvements migratoires illégaux », admet-il.

Un autre projet, moins urgent mais également d'actualité, est l'adoption de la monnaie unique, un argument délicat pour la plupart des partis politiques européens. Andrej Plenković prévoit l'abandon du kuna (la monnaie croate actuelle) pour 2018 : « La Croatie adoptera l'euro dès qu'elle aura respecté les conditions requises. L'euro est une obligation pour tous les Etats-membres de l'Union ».

Un programme europhile, une alliance eurosceptique

Le HDZ partage aussi la ligne du Parti populaire européen (PPE) en matière d'élargissement, qui après l'entrée de Zagreb concernera bientôt Belgrade. « La Croatie a le devoir de soutenir les nouvelles adhésions dans l'UE » assure Andrej Plenković, « bien qu'à mon avis ce ne devrait pas être le cas avant 2020. La Serbie nourrit de grandes ambitions dans ce cadre, mais elle doit changer son ton au Tribunal de la Haie si elle compte sur notre soutien », poursuit-il en se référant aux récentes affaires menées par le TPI.

Un programme pro-européen ne suffit toutefois pas pour s'assurer la victoire et c'est probablement la raison pour laquelle la coalition du centre droite a admis dans ses rangs l'eurosceptique Ruža Tomašić. Un moyen, pour Andrej Plenković, de contrebalancer la composition de la coalition de centre-gauche « composée par le SPD, mais aussi par des libéraux, du parti istrien et des retraités ».

Membre du Parti croate du Droit, Ruža Tomašić a déjà été élue au Parlement européen en avril 2013, en participant à la coalition de centre-droite. À l'époque elle avait réuni le plus de voix (64 000 contre 37 000 pour Andrej Plenković) au sein de la coalition. Arrivé à l'hémicycle de Strasbourg, elle s'est inscrite dans le Groupe des conservateurs et des réformateurs européens, en marquant ainsi ses distances du PPE.

« Ruža Tomašić ne s'est pas alliée à Nigel Farage ou à Marine Le Pen », poursuit le candidat HDZ, « elle fait partie d'un groupe qui soutient, comme nous, la candidature de Juncker à la présidence de la Commission européenne ». Pas de quoi s'alarmer donc, Ruža Tomašić est d'accord sur le programme commun. Même sur l'euro ? « Je ne le lui ai pas demandé, mais je pense que oui » assure Andrej Plenković.

Reste à convaincre le Parti Populaire européen : pour son président, Joseph Daul, Ruža Tomašić doit se porter candidate dans une autre liste, pas avec le HDZ. « Joseph Daul a un objectif clair : gagner tous les sièges possibles dans sa bataille contre les socialistes », coupe court Andrej Plenković. Le président du PPE serait-il prêt à accepter les critiques sur Ruža Tomašić pour emporter un siège de plus à Strasbourg ?

Réagir à cet article